Pétition / Protéger les Palestiniens de Jérusalem, la France doit agir

14 mai 2021



La gravité et l'urgence de la situation à Jérusalem et à Gaza appellent une réaction immédiate et sans ambiguïté de la communauté internationale et particulièrement du président de la République française.

J'apporte ma signature à la lettre adressée au président de la République dans cet objectif.

>> Signez la pétition

Lettre à Emmanuel Macron

Monsieur le Président de la République,

Jérusalem est, depuis près d'un mois, le théâtre d'événements graves, dont l'escalade, si elle se poursuivait, pourrait menacer la paix dans la région, voire dans le monde.

Tout a commencé par l'interdiction faite aux Palestiniens par la police israélienne d'accéder à la place de la Porte de Damas depuis le début du ramadan, suivie des « ratonnades » perpétrées par quelques centaines de militants juifs d'extrême droite et ultra-orthodoxes aux cris de « mort aux Arabes ». Cette chasse aux

Palestiniens a bénéficié de la complicité à peine masquée d'une partie de la police de Jérusalem. Le député kahaniste Itamar Ben Gvir en a profité pour accélérer la tentative de spoliation de treize maisons arabes du quartier de Sheikh Jarrah sur lesquelles la Cour suprême a reporté son verdict. Face à la résistance des Palestiniens, mobilisés en période de fin de Ramadan, la police a pénétré sur l'Esplanade des mosquées et jusqu'au sein d'Al-Aqsa, où elle a frappé et gazé des fidèles.

Ces provocations ne sont pas le fait d'individus isolés : leurs acteurs se réclament de partis officiellement alliés avec Benyamin Netanyahou, qu'il s'agisse des partis ultra-orthodoxes partie prenante de longue date de ses coalitions gouvernementales, ou du Parti sioniste religieux récemment recruté par le Premier ministre et qui comprend des héritiers du rabbin Meir Kahane et de sa formation interdite pour « racisme » par la Knesset en 1994. Quant à la police de Jérusalem, elle est dirigée, selon la presse israélienne, par un fidèle du chef du Likoud.

Jusqu'où le Premier ministre israélien est-il prêt à aller pour sauver son pouvoir, désavoué par quatre élections anticipées en deux ans ? L'explosion de Jérusalem coïncide avec la tension croissante entre Tel-Aviv et Téhéran, dont l'armée et les Services israéliens ont bombardé plusieurs tankers et saboté par deux fois la centrale nucléaire de Natanz. Tout se passe comme si Benyamin Netanyahou voulait faire échouer les négociations en cours – avec les encouragements de l'Union européenne, de la Russie et de la Chine – entre la nouvelle administration américaine et les dirigeants iraniens pour revenir à l'accord du 14 juillet 2015 sur le nucléaire.

Nul ne comprendrait que la France, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, qui se veut acteur majeur de la diplomatie européenne et trait d'union avec le Sud, continue à se taire ou, pire, à renvoyer dos à dos agresseurs et agressés. Le président américain Joe Biden a appelé les autorités israéliennes à renoncer à toute escalade. De nombreux leaders européens en ont fait autant. Même les dirigeants arabes engagés dans une normalisation avec Israël dénoncent les violences commises dans le troisième Lieu saint de l'islam.

La parole est à vous, Monsieur le Président :
– pour exiger du Premier ministre israélien qu'il mette fin aux provocations de ses alliés extrémistes et de sa police à Jérusalem ;
– pour appeler la Cour suprême d'Israël à respecter le droit international et notamment à interdire les spoliations de biens palestiniens dans la partie orientale de la ville ;
– pour appeler le Conseil de sécurité de l'ONU à envisager toutes les actions et sanctions nécessaires afin d'appliquer ses résolutions et d'éviter tout nouvel embrasement en Israël-Palestine comme dans le Golfe ;
– pour envoyer immédiatement le ministre des Affaires étrangères sur place et dans les capitales des États voisins pour informer directement chacun de la position de la France.

Avec l'assurance de notre haute considération,

>> Signez la pétition

Premiers signataires :

Patrick Appel-Muller, ancien directeur de la rédaction de L'Humanité
Jean-Christophe Attias, directeur d'études à l'EPHE (Université PSL)
Eliane Assassi, sénatrice
Manon Aubry, députée européenne.
Clémentine Autain, députée
René Backmann, journaliste à Mediapart

Bertrand Badie, professeur émérite des Universités (Sciences Po Paris)
Françoise Basch, professeur émérite des Universités (Paris Diderot)
Esther Benbassa, sénatrice
Simone Bitton, cinéaste
Taha Bouhafs, journaliste
Rony Brauman, médecin, essayiste
Jean-Paul Chagnollaud, Professeur émérite des universités
Monique Chemillier-Gendreau, professeur émérite de droit public et de sciences politiques à l' université Paris-Diderot
Alice Cherki, psychanalyste
Laurence Cohen, sénatrice
Éric Coquerel, député
David Cormand, député européen
Sonia Dayan, sociologue
Laurence De Cock, historienne
Elsa Faucillon, députée
Bernard Frederick, rédacteur en chef de La Presse nouvelle magazine
Fabien Gay, sénateur
François Gèze, éditeur
Jérôme Gleizes, conseiller de Paris
Alain Gresh, directeur du journal en ligne Orient XXI
Bertrand Heilbronn, président de l'AFPS
Hubert Julien-Laferrière, député
Daniel Junqua, journaliste honoraire
Daniel Kupferstein, cinéaste
Claude Léostic, présidente d'honneur de la Plateforme des ONG pour la Palestine
Yves Aubin de La Messuziere, ancien ambassadeur de France
Mathilde Larrère, historienne
Pierre Laurent, vice-président du Sénat, sénateur de Paris
Jean-Claude Lefort, député honoraire, président d'honneur de l'AFPS
François Leroux, président de la Plateforme des ONG pour la Palestine
Catherine Lévy, sociologue
Gilles Manceron, historien
Pablo Pillaud-Vivien, responsable éditorial de Regards
Raymonde Poncet, sénatrice
Thomas Portes, porte-parole de Génération.s
Bernard Ravenel, président d'honneur de l'AFPS
Vincent Rebéroux, vice-président de la Ligue des droits de l'homme,
Gilbert Roger, sénateur, président du groupe d'amitié France-Palestine
François Ruffin, député
Malik Salemkour, président de la Ligue des droits de l'homme.
Mounir Satouri, député européen
Denis Sieffert, éditorialiste à Politis
Taoufiq Tahani, président d'honneur de l'AFPS
Aurélie Trouvé, porte-parole d'ATTAC
Thomas Vescovi, chercheur indépendant
Dominique Vidal, journaliste et historien
Sylviane de Wangen, ancienne présidente de France Terre d'Asile
Francis Wurtz, ex- parlementaire européen, président du groupe de la Gauche unitaire européenne-Gauche verte nordique

- Emplacement : Vous êtes ici : Accueil > Agir > Signer et partager >
- Adresse de cet article : https://stopcolonies.fr/Petition-Proteger-les-Palestiniens-de-Jerusalem-la-France-doit-agir